



## Purge à la LCR pour délit d'opinion

Pour la première fois depuis la formation de la Ligue Communiste en 1969, la section française du Secrétariat Unifié (SU) — la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR) — a exclu un membre de son Comité Central pour ses seules opinions politiques. Cela ressort sans ambiguïté du «Texte du BP [Bureau Politique] d'explication de la décision du CC au sujet de Lafitte» du 25.4.75. En essayant de justifier l'exclusion de Lafitte, le BP écrit:

«D'ailleurs tolérer dans l'organisation la déclaration de Lafitte devrait logiquement entraîner de lourdes conséquences. [...] Si le cdé Lafitte, suppléant au CC, reste dans l'organisation, il va sans dire que ses conceptions doivent être débattues dans toute l'organisation comme préalable à toute autre discussion[...]

Et puisqu'il ne peut être question de discuter de l'histoire du plabisme dans la LCR... une seule solution, l'exclusion!

Pour exclure ce camarade, la direction de la LCR a été obligée de dissoudre bureaucratiquement sa cellule syndicale la plus prestigieuse, la cellule Renault-ateliers, car elle ne put extraire assez de voix des membres de cette cellule pour faire exclure le camarade. De plus, des cellules engagées dans le second secteur le plus important du travail syndical de la LCR, en particulier celle de la Banque Nationale de Paris, jouèrent un rôle dans cette affaire en faisant adopter des motions aux Assemblées Générales des sections 23, 31 et 32 condamnant le CC pour ses méthodes bureaucratiques «inacceptables» et demandant la réintégration de Lafitte. Après l'exclusion de ce dernier, et en «punition» pour ne pas l'avoir exclu, tous les autres membres de la cellule Renault, sans exception, ont été obligés de signer une déclaration à la stalinienne qui revenait pratiquement à renoncer à tout droit à une quelconque lutte d'opposition dans le futur.

C'est d'autant plus important d'insister sur le fait qu'aucun des membres ou sympathisants de la Fraction Léniniste-Trotskyiste (FLT) en France — y compris ses sympathisants au CC de la LCR — n'a soulevé aucune opposition sérieuse à l'exclusion du camarade Lafitte, que le Socialist Workers Party (Parti Ouvrier Socialiste — SWP) et la FLT ont fait tout un tapage autour de la question de la démocratie interne au sein du SU et de ses sections.

Malheureusement pour la direction de la LCR, le camarade Lafitte et deux autres camarades qui partagent

ses opinions ont formé avant l'exclusion la Fraction Bolchévique-Léniniste pour la Reconstruction de la Quatrième Internationale (FB-L). La déclaration de fraction de cette dernière est reproduite dans ce numéro de *Spartacist*.

Pour aller jusqu'au bout de la purge, la réunion du Comité Central des 10-11 mai dut adopter une motion qui ordonnait pratiquement à toutes les cellules de la LCR d'exclure tous les membres actuels de la FB-L et quiconque viendrait à l'avenir à se trouver d'accord avec ses positions. Vraiment, on voit que même sur la question de démocratie interne dans le parti, la majorité (LCR) n'a rien à envier à la minorité (SWP) dans le Secrétariat (dés)Unifié.

Le camarade Lafitte a une longue histoire de militantisme dans la section française du SU. Il joua un grand rôle dans le travail banques et au moment de son exclusion il était membre de la cellule Renault. Ces deux secteurs sont justement les plus beaux fleurons du travail syndical de la LCR. Il fut pendant quelques années un des dirigeants du travail banques de la LCR. En 1973 il fut l'un des candidats de la LCR aux élections législatives et au premier congrès de la LCR en décembre 1974, il fut élu suppléant au CC en tant que membre de la direction nationale de la Tendances 4.

Le Comité Central soutient que l'expulsion du camarade Lafitte est due au fait que sa conception de la «reconstruction de la Quatrième Internationale» est «incompatible» avec son appartenance à la Ligue, ce qui relève de la mauvaise foi. D'autres groupes sympathisants du Secrétariat Unifié ont utilisé les mêmes termes. Durant l'été 1973, après la formation, au Canada, du Revolutionary Marxist Group (Groupe Marxiste Révolutionnaire — RMG), pro-majoritaire, la camarade Sands fit un rapport au nom du Comité Central du RMG dans lequel elle affirmait:

«Il faut souligner le fait que les SWP/LSA sont déjà politiquement perdus pour le trotskysme.[...]

«L'axe central d'une telle préparation doit être la préparation pour la reconstruction de la Quatrième Internationale en Amérique du Nord même, et tout spécialement, bien sûr, aux USA.»

Ainsi, la majorité ne soulève-t-elle pas d'objections lorsqu'une de ses sections parle de «reconstruire la

*suite au verso*

## Purge à la LCR...

Quatrième Internationale» à propos du SWP; mais elle exclut sans autre forme de procès toute personne qui prend la même position par rapport à la majorité elle-même. Comme le camarade Lafitte le constatait dans sa seconde déclaration au Comité Central du 5 avril 1975, «les exclusions dans la LCR et dans l'Internationale ne dépendent-elles pas pour ces camarades plus des rapports de force que des positions politiques», en s'adressant à ces membres du CC qui avaient voté contre lui.

La véritable raison de l'exclusion de Lafitte, c'est que la direction de la LCR ne pouvait pas se risquer à ouvrir le débat sur ses positions politiques en faillite avec un opposant qui non seulement faisait une analyse historique cohérente de la LCR et du SU, mais qui de plus poursuivait sans merci la lutte contre le pablisme.

Comme la Fraction Bolchévique-Léniniste le précise dans sa lettre au Comité Central du 6 mai 1975:

«La direction de la LCR est capable d'accepter des critiques même acerbes de tendances de gauche de la LCR, sauf sur le point qui constitue la base de la mystification centrale de la TMI [Tendance Majoritaire Internationale] et de la FLT: l'existence prétendue d'une Internationale. Si l'on ôte à la LCR le qualificatif usurpé de «SFQI» il n'y a pas de différences programmatiques entre la LCR, Révolution! et le PSU [Parti Socialiste Unifié]. C'est pour avoir dit «le roi est nu» qu'un membre important de la FB-L a été exclu.»

A la suite de la montée des luttes de classes, la position prise par les groupes qui se réclament du trotskysme sur les fronts populaires (en France, au Chili et au Portugal, par exemple) est devenue le test indicateur qui distingue, comme le dit Trotsky, les Bolchéviques des Menchéviques. Sous la pression de la lutte des classes la majorité de la Ligue et du SU a pris un net tournant sur sa droite. En France ce tournant s'est manifesté par exemple dans le travail de la LCR dans l'armée, chez les femmes et dans sa tentative de ramper devant le PSU.

La «lutte» entre la majorité centriste et les réformistes du SWP et du Partido Socialista de los Trabajadores (Parti Socialiste des Travailleurs — PST) est comparable, *mutatis mutandis*, au débat entre le Parti Communiste (PC) et le Parti Socialiste (PS) en France dans la mesure où chaque fraction a besoin de l'autre pour justifier sa propre existence. Par rapport au SU, ceci fut exprimé de façon concise par la Tendance Bolchévique-Léniniste, récemment exclue du RMG pro-majoritaire au Canada:

«La TMI a besoin des SWP/PST comme aile droite parce que sans eux elle n'aurait aucune base d'unité. [...]

«Reconnaissant la faillite programmatique de sa propre tendance, reconnaissant l'hétérogénéité et l'instabilité politique, la direction de la TMI essaie d'éviter une scission définitive avec le SWP — parce qu'une telle scission ne ferait que déclencher une dynamique de différenciation politique qui déchirerait la TMI. L'aile gauche de la TMI ne se préoccuperait plus autant des trahisons du PST que de celles de Bala Tampoié. John Ross ne dirigerait plus son tir contre le SWP mais contre Ernest Mandel.»

—Tract de la TB-L du 29 mars 1975

Le fait qu'aucun des camarades dirigeants qui formèrent le noyau de l'opposition de gauche au sein de la LCR durant ces quelques dernières années n'ait été capable de se joindre à Lafitte, de tirer les seules conclusions correctes,

marque une défaite pour les forces qui ont lutté — le plus souvent d'une façon contradictoire et confuse — pour trouver la voie vers le trotskysme authentique. Les camarades qui ont joué un rôle central dans de telles luttes, et tout particulièrement la direction de l'ex-Tendance 4, sont aujourd'hui ou bien démoralisés, «laminés», ou bien se sont retrouvés dans l'orbite réformiste de la FLT. Leur destin en France est comparable à celui de l'Internationalist Tendency (Tendance Internationaliste — IT) pro-majoritaire des USA dont la direction d'origine est tellement dégénérée et a fait preuve d'une telle servilité à l'égard de la TMI que le vieux pabliste M. Zaslou (M. Bartell), un des dirigeants de la fraction Cochran/Clarke en 1953, fut capable de scissionner la moitié des forces pro-majoritaires aux USA et de paraître de façon frauduleuse à la gauche de la direction servile Barzman/Massey.

Avant le Troisième Congrès de la Ligue Communiste (décembre 1972), quelques camarades formèrent la Tendance Bolchévique-Léniniste Pour la Prolétarisation (TBLPP). Les positions de la Tendance étaient essentiellement ouvriéristes et représentaient largement une réaction contre l'orientation petite-bourgeoise de la direction de la LC. En dépit des positions individuelles de camarades dirigeants, cette tendance n'offrait aucune critique consistante ou historique du SU. Ses critiques pouvaient être considérées par la majorité de la Ligue comme représentant seulement des différences tactiques sur des questions actuelles plutôt que des différences stratégiques fondamentales. A cause de cela la TBLPP se fit écraser de façon décisive au Troisième Congrès et elle se dispersa peu après.

Au milieu de l'année 1973, quelques-uns de ces mêmes camarades signèrent le document «Nouvelles Avant-Gardes ou Construction du Parti Révolutionnaire». Ce document représentait une avance nette sur la formation de 1972, en particulier par ses critiques du SWP et par son refus à entrer dans le bloc pourri représenté par la «Troisième Tendance» avant le Congrès Mondial de février 1974.

Cependant, sur la question capitale du front unique, le texte capitulait à la conception du «front unique stratégique» de l'Organisation Communiste Internationaliste (OCI) et ne réussit donc pas à développer une position correcte en ce qui concerne l'Union de la Gauche. Enfin, il ne tirait pas les conclusions implicites à certaines affirmations qu'il faisait au sujet de l'histoire des dirigeants pablistes du SU.

Après le «Congrès Mondial» il devint évident que les «compromis» adoptés n'avaient rien résolu du tout. Alors, en 1974, avant la première conférence de la LCR, beaucoup de ces mêmes camarades jouèrent un rôle dirigeant dans la formation de la Tendance 4.

Mais comme la Tendance 4 comprenait, en plus de sa majorité qui essayait de créer un pôle oppositionnel de gauche, des membres de la FLT et des camarades qui ou bien en étaient sympathisants, ou bien adoptaient carrément des positions proches de celles de l'OCI, elle fut incapable de faire une critique consistante de la LCR ou de la majorité du SU. Ainsi la Tendance 4 ne put pas prendre de position quant à la nature et à l'histoire du pablisme (en particulier la scission de 1951-53 et la réunification de

suite page 8

# En défense de Lafitte! En défense de la FB-L!

Lettre (au Comité Central) de la Fraction Bolchévique-Léniniste pour la reconstruction de la IVème Internationale

Mardi, 6 mai 1975

Après que la cellule de Lafitte n'ait pas voulu l'exclure, la direction de la section II, agissant sous l'autorité du Bureau Politique, a dissous la cellule Renault et a exclu Lafitte de l'organisation.

Cette affaire n'est pas l'exclusion d'un camarade pour rupture de centralisme démocratique: jusqu'à ce jour aucune charge de ce genre n'a été portée contre Lafitte. Il s'agit de l'exclusion sans aucun débat dans l'organisation, sans même que l'organisation ait pu connaître les positions de Lafitte, d'un membre de la Fraction Bolchévique-Léniniste. Il s'agit donc d'éliminer toute critique permettant ainsi à la direction de «construire la IVème Internationale» avec le PSU [Parti Socialiste Unifié] du social-démocrate Michel Mousel, d'y rejoindre Pablo et ses amis. Il s'agit de faire taire la seule opposition constituée à ce jour dans la LCR, la seule opposition qui veuille continuer le combat contre les thèses majoritaires dans le respect du centralisme démocratique.

C'est pour cela que Lafitte a été exclu, et pour rien d'autre!

Si la direction a décidé d'interdire tout débat et toute opposition, c'est, entre autres, parce que son incapacité politique et son opportunisme apparaissent de plus en plus clairement (voir l'intervention sur les grèves PTT et Renault), accentuant ainsi la crise de l'organisation. D'ailleurs la direction s'avère incapable d'offrir une quelconque perspective au travail ouvrier de l'organisation, qui est pourtant défini dans chaque congrès comme la priorité des priorités.

Notre travail syndical consiste à faire adopter des positions plus militantes aux syndicats, sans jamais apparaître comme une direction alternative aux bureaucrates en opposition irréconciliable avec eux, [sans jamais] développer l'ensemble du programme trotskyste. Réclamer l'extension d'une grève, 300 F. d'augmentation là où les bureaucrates en réclament 250, l'occupation de l'entreprise, n'ont rien en soi de révolutionnaire et ne font qu'une différence quantitative d'avec le programme des bureaucrates. La tâche des trotskystes est de gagner la classe ouvrière à leur programme et donc de combattre la politique capitulaire des directions syndicales. Elle est de démasquer sans cesse le programme des réformistes et d'y contreposer un programme qui amènera les masses à renverser l'état bourgeois.

Au lieu de cela, l'organisation ne fixe qu'un programme «minimum» pour le travail dans les syndicats, qu'elle ne

défend même pas au nom de sa future et mythique tendance «d'AGOL» [Avant-Garde Ouvrière Large].

La base principale du travail des trotskystes dans les syndicats est la constitution d'une tendance trotskyste inter-syndicale dont l'objectif avoué soit la lutte ligne contre ligne contre les bureaucraties, pour une direction révolutionnaire des syndicats!

Le programme public d'une telle tendance devrait inclure au minimum: l'échelle mobile des salaires et des heures de travail, le contrôle ouvrier sur l'industrie, la levée du secret bancaire, l'auto-organisation (comités de grève, d'usine...), les milices d'auto-défense, la démocratie syndicale, la nécessité d'une direction révolutionnaire des syndicats, le mot d'ordre du gouvernement ouvrier, c'est-à-dire de la dictature du prolétariat. Une tendance sur un tel programme ne rassemblerait probablement pas les masses dans un premier temps, mais c'est seulement si les masses s'approprient ce programme qu'elles pourront rejeter leurs directions traîtres et qu'elles pourront ouvrir la voie de la révolution socialiste.

Nous sommes évidemment bien loin de cela dans notre travail syndical: ni dans la grève de Renault, ni dans celle des PTT nous n'avons avancé même une seule revendication transitoire! Le *Programme de transition* était le programme de la IVème Internationale. Une organisation qui rejette ce programme (ou ne l'utilise pas)

*suite au verso*

édition française

## SPARTACIST

(Fourth Internationalist)

une revue du  
**MARXISME REVOLUTIONNAIRE**

Édité sous la direction du Secrétariat Intérimaire de la tendance spartaciste internationale, selon les termes de la Déclaration pour organiser une tendance trotskyste internationale.

Comité de rédaction: L. Gordon  
J. Sharpe  
J. Lesueur

Spartacist Publishing Co.  
Box 1377, GPO, New York, N.Y. 10001, USA

numéro 9



16 mai 1975

## En défense . . .

ne peut être la IVème Internationale. Un Parti, c'est son Programme!

Mais le révisionnisme pabliste et la capitulation ne s'arrêtent pas là. En refusant de caractériser l'Union de la Gauche comme un Front Populaire parce que ce serait le poids du PC dans l'Union de la Gauche qui en déterminerait la nature de classe, la direction a camouflé son suivisme par rapport à une coalition bourgeoise. Mais surtout, cela permet de ne pas dénoncer la collaboration de classe des organisations ouvrières—qui est pourtant leur pain quotidien—de ne pas lutter pour l'indépendance de classe du prolétariat.

Ainsi l'organisation ne réclame pas que les PC et PS, les directions syndicales, rompent avec la bourgeoisie et luttent pour le pouvoir. Il y a bien eu quelques articles d'Yvetot qui avancent «gouvernement PC-PS» mais en faisant coïncider ce mot d'ordre avec le «gouvernement ouvrier» qui est, lui, la dénomination populaire de la dictature du prolétariat. Des trotskystes ajouteraient à la plate-forme de leur tendance syndicale: rupture des syndicats d'avec l'Union de la Gauche! Pour un gouvernement PC-PS! Pour la grève générale!

La section française de cette prétendue «IVème Internationale» a oublié les acquis du trotskysme:

«Le front populaire est la question centrale de la stratégie de classe prolétarienne pour cette époque. Elle offre le meilleur des critères pour distinguer le Bolchévisme du Menchévisme.»

—Trotsky, Lettre au RSAP le 16.7.36

Mais le révisionnisme d'envergure continue. Le travail anti-militariste de la LCR est encore plus éclairant.

Marx, Engels, Lénine, Trotsky n'ont jamais défini l'état bourgeois que comme une bande de gens armés et expliqué à longueur de pages que l'armée était l'instrument de répression fondamentale du capitalisme, sans considération du système d'armée choisi par telle ou telle bourgeoisie. Ces éminents marxistes ont même été plus loin dans leur «ultra-gauchisme», leur «sectarisme». L'Internationale Communiste de Lénine et de Trotsky a fait injonction à ses sections d'oeuvrer à la destruction des armées bourgeoises. Et, l'on sait que le PCF a définitivement adopté la ligne stratégique des fronts populaires après que Staline ait reconnu la nécessité pour la France d'avoir sa propre défense nationale en 1935! On voit ici clairement la liaison qui existe entre la capitulation devant le front populaire et celle sur l'armée.

Contre cette ligne le *Programme de transition* stipule:

«Pas un homme, pas une arme pour le gouvernement bourgeois! [...]

«Instruction militaire et armement des ouvriers et des paysans sous le contrôle immédiat des comités ouvriers et paysans. [...]

«Substitution à l'armée permanente, c'est-à-dire de casernes, d'une milice populaire en liaison indissoluble avec les usines, les mines, les fermes[...].»

Le travail anti-militariste de la LCR se réduit au soutien des revendications démocratico-économiques du contingent, au refus d'avancer les mots d'ordre: A bas l'armée bourgeoise, à bas la conscription!

Si la LCR avait un député à l'Assemblée Nationale, la logique de sa position actuelle l'amènerait à voter les crédits

# ABONNEZ-VOUS

# SPARTACIST

édition française

## 10 F les 4 numéros

écrire à

Bruno Porquier  
B.P. 57  
95120 Ermont  
FRANCE

ou

Spartacist Publishing Co.  
Box 1377, G.P.O.  
New York, New York 10001  
USA



Numéro  
spécial  
sur le SU

du ministère de la guerre.

Où sont les longues colonnes de *Rouge* tempêtant contre la défense de la patrie et la nécessité de transformer la guerre impérialiste en guerre civile? Où sont les longues colonnes de *Rouge* argumentant pour des milices ouvrières, pour l'armement et l'instruction militaire dans les usines et les quartiers sous contrôle des organisations ouvrières?

La politique anti-militariste de la LCR n'a rien de bolchévique. Elle repose sur une acceptation de l'armée bourgeoise qui est la base même du social-chauvinisme. La Quatrième Internationale de Trotsky avait été fondée sur un socle granitique qui stipulait aussi la défense inconditionnelle de l'URSS et ceci fut, après la deuxième guerre mondiale, étendu à l'ensemble des états ouvriers déformés. La lecture de *Rouge* et la formation donnée aux militants ne nous apprennent rien sur ce point. Un travail anti-militariste léniniste doit inclure la défense inconditionnelle de l'URSS et des états ouvriers déformés. Le silence de la direction sur ce point est «normal»: la base social-chauvine du travail anti-militariste de la LCR est incompatible avec la position trotskyste de défense militaire des états ouvriers déformés et dégénéré. C'est aussi pourquoi la direction n'avance pas systématiquement la perspective des milices ouvrières qui est contradictoire avec une armée bourgeoise de conscription. C'est aussi pourquoi la TMI s'est ralliée à la position du SWP réformiste dans l'affaire de Boston où ce dernier appelait les troupes fédérales (l'équivalent de nos gardes mobiles) à protéger les droits des Noirs contre les racistes!

Ainsi elle abandonne la position trotskyste non seulement sur l'armée mais elle a jeté le *Programme de transition* aux orties!

Ce révisionnisme majeur ne sort pas du néant. Il est la continuation de la méthodologie instituée par Pablo, Mandel, Frank, Maitan et consorts au début des années cinquante dans l'Internationale: l'abandon de la conception léniniste du parti d'avant-garde chargé d'amener les masses au programme révolutionnaire. Pablo et la direction de l'Internationale croyaient — et leurs épigones croient toujours — qu'il suffit d'exercer une pression suffisante sur les directions bureaucratiques réformistes pour qu'elles deviennent révolutionnaires. La logique de cette position a été la recherche de toutes les NAG [Nouvelles Avant-Gardes] possibles et imaginables, qui seraient mieux pressurisables que la NAG des années cinquante — les bureaucraties stalinienne.

Pour pouvoir exister cette direction a eu besoin de se parer du titre de direction légitime de la «Quatrième Internationale», alors que cette organisation n'est qu'un ramassis de centristes congénitaux et de réformistes (SWP/PST). C'est contre cette mystification et comme continuation politique de la défunte et centriste de gauche Tendence 4 (qui, si elle était réellement à gauche de la TMI, n'en a pas pour autant dépassé le stade du centrisme, que ce soit en ne prenant pas position par rapport à «l'Internationale», en formant un bloc pourri avec la FLT, ou en développant sur le front unique stratégique par exemple...), que s'est constituée la Fraction Bolchévique-Léniniste. La direction de la LCR est capable d'accepter des critiques même acerbes de tendances de gauche de la LCR, sauf sur le point qui constitue la base de la mystification centrale de la TMI et de la FLT: l'existence

prétendue d'une Internationale. Si l'on ôte à la LCR le qualificatif usurpé de «SFQI» [Section Française de la Quatrième Internationale] il n'y a pas de différence programmatique entre la LCR, Révolution! et le PSU. C'est pour avoir dit «le roi est nu» qu'un membre important de la Fraction Bolchévique-Léniniste a été exclu.

Le CC, pas plus que la base de l'organisation, ne devrait tolérer que soit porté une atteinte grave aux droits de camarades ou d'une fraction ou tendance à exister, ni les procédés stalinien du BP contre la FB-L. Ils devront exiger outre la réintégration du camarade Lafitte qu'un débat soit ouvert dans l'organisation sur la question de la construction ou de la reconstruction de la Quatrième Internationale. Ils devront exiger que toutes les déclarations de la FB-L, du camarade Lafitte, ainsi que les motions de cellules et de sections, soient publiées dans le bulletin intérieur. Ils devront exiger que le débat respecte le centralisme démocratique: refuser que la direction fasse publier les textes des tendances et fractions dans *Rouge*.

#### POUR LA RECONSTRUCTION DE LA QUATRIEME INTERNATIONALE!

la Fraction Bolchévique-Léniniste

P.S.: La FB-L déclare son entière solidarité politique avec la lettre de Lafitte du 5 mai aux BP et CC.

## Déclaration de tendance de la BOLSHEVIK- LENINIST TENDENCY

*bureaucratiquement exclue du Revolutionary Marxist Group, groupe sympathisant pro-TMI du Secrétariat Unifié au Canada*

Canada/USA: \$0,75

France: 3,00 F.

(Autres documents de la lutte oppositionnelle disponibles en anglais.)

s'adresser à:  
**BOLSHEVIK-LENINIST TENDENCY**  
P.O. Box 7198  
Postal Station A  
Toronto, Canada

# Lettre aux BP et CC de la LCR

Lundi, 5 mai 1975

Camarades,

Après que la cellule Renault ateliers ait refusé de m'exclure, après que les sections 31 et 32, réunies en Assemblée Générale le 19.4.75, aient adopté une motion protestant contre la «mesure bureaucratique» du CC prise à mon égard par 59 voix pour, 14 contre, 3 abstentions et 1 NPPV [ne prend pas part au vote], après que la section 23 réunie en AG le 23.4.75 ait adopté le même type de motion par 18 voix pour, 0 contre, 8 abstentions et 7 NPPV, après tout cela, la direction de section de la section 11 s'est réunie le 25.4.75 au soir et a voté séparément et coup sur coup la dissolution de la cellule Renault et mon exclusion. Ce vote m'a été communiqué le lendemain matin par un seul camarade membre de ma cellule et de la direction de section.

C'est donc contre cette exclusion bureaucratique, contre cette exclusion pour délit d'opinion que je fais aujourd'hui appel au CC.

Cependant, j'ai été informé récemment du contenu du compte-rendu du BP paru dans une circulaire datée du 25.4.75. Devant le caractère manoeuvrier et bureaucratique de ce texte, il me semble utile de revenir assez longuement sur mes positions politiques et donc sur les raisons de mon exclusion.

## MALGRE LES MANOEUVRES: LA IVÈME INTERNATIONALE N'EXISTE PLUS!

Devant sa propre incapacité politique, le BP se trouve obligé de recourir aux manoeuvres les plus grosses et les plus éculées. Pour s'en convaincre, il suffit de citer le point «b» relatif au «cas-Lafitte» dans le compte-rendu du BP:

«b) de demander à la Direction de Section de cette cellule Renault de procéder (à condition que les camarades ne demandent pas à reconsidérer leurs positions) à la dissolution de la cellule conformément à l'application des statuts. La cellule sera reconstituée sur la base des statuts, c'est-à-dire avec réaffirmation des militants de leur "engagement à construire la IVème Internationale et sa section française sur la base de ses acquis programmatiques dans le prolongement du *Programme de transition*, la reconnaissance de la validité des congrès de la IVème Internationale et de l'autorité politique de ses directions"».

Voici, soi-disant, ce que le BP me propose de signer. Sinon, il expliquera à tous les militants que je me suis exclu tout seul. C'est pourquoi, alors que je suis le seul exclu, tous les militants de ma cellule doivent signer cette «nouvelle formule». En fait, cette déclaration représente la dernière manoeuvre d'une direction bureaucratique en passe d'exclure un militant pour délit d'opinion! Car enfin, soyons sérieux, le CC a demandé mon exclusion parce que j'expliquais qu'il faut reconstruire la IVème Internationale et que cela était incompatible avec sa soi-disant «construction»; et aujourd'hui le BP exige que j'abandonne ma position politique pour adopter la «construction» si je veux rester dans l'organisation! Pour moi, la IVème

Internationale est morte! Il faut la reconstruire! Telles sont mes positions politiques, telles sont les positions de la Fraction Bolchévique-Léniniste pour la reconstruction de la IVème Internationale!

Tout cela, la direction le savait lorsqu'elle m'a exclu. Mais maintenant elle explique «on peut réintégrer Lafitte s'il se prononce pour la «construction», s'il abandonne ses positions politiques». Cette méthode bureaucratique qui consiste à exclure des militants pour délit d'opinion puis à réintégrer ceux qui capitulent et abandonnent leur position est très connue. Elle a été utilisée par Staline contre l'opposition de gauche, et elle porte un nom: c'est une méthode stalinienne!

Hélas pour le BP ce ne sont pas les manoeuvres ni les exclusions bureaucratiques qui transformeront le regroupement sans principe qu'il appelle IVème Internationale en réelle Internationale trotskyste!

## UN BLOC POURRI ET SANS PRINCIPE!

Après avoir vu les manoeuvres de la direction, il me semble important d'aborder le problème fondamental, celui dont elle ne veut jamais débattre: la IVème Internationale existe-t-elle oui ou non?

Cela me semble d'autant plus important que le CC m'a exclu parce que «l'appartenance à la IVème Internationale est incompatible avec le projet de sa reconstruction». Or, au-delà de cette logique purement formelle, il suffit pour prouver l'inéptie de cet argument d'analyser un peu ce qu'est cette soi-disant «internationale».

En fait «d'internationale» il n'y a qu'un bloc sans principe entre la TMI pabliste et la FLT dirigée par le SWP et le PST réformistes!

D'ailleurs, alors que le 10ème Congrès Mondial venait d'adopter une résolution sur le maintien de l'unité dans le but d'essayer d'enrayer les scissions qui ravageaient les sections. (Espagne, Canada, Mexique, Argentine, Australie, Pérou), celles-ci ont continué de plus belle. Pour ne citer que les deux dernières en date, et sans parler de l'incalculable nombre de sections pro-majoritaires (mais désunies) en Argentine, il y a eu récemment l'expulsion de la Tendance Internationaliste aux USA et tout dernièrement au Portugal la création de toutes pièces du PRT, alors que la LCI existait déjà.

De même, alors que le 10ème CM venait d'adopter une ligne politique, près de la moitié de «l'internationale», c'est-à-dire la FLT, a continué d'appliquer sa ligne.

Voilà avec quelle «internationale» mon projet est «incompatible»!

Il faut vraiment ne pas avoir peur du ridicule pour demander mon exclusion pour «incompatibilité» avec ce regroupement fédératif qui ne maintient son unité de façade que pour se réclamer du nom usurpé de IVème Internationale! Car enfin, il ne s'agit pas ici de simples disfonctionnements, ce dont il s'agit (comme je l'ai dit dans le tract que j'ai été forcé—vu mon exclusion—de distribuer au dernier meeting) c'est de l'incapacité qu'ont

les pablistes de la TMI à construire une réelle Internationale, c'est-à-dire démocratiquement centralisée, c'est de l'incapacité qu'ils ont à cohabiter avec les réformistes du SWP et du PST autrement que dans un bloc fédératif et sans principe.

C'est ce que constatait joyeusement l'OCI dans une de ses lettres internes (reproduite en circulaire par l'organisation), après la rencontre SWP-OCI à laquelle assistaient deux membres de la LCR: «En face de nous, nous avons des délégations d'organisations différentes, sans mandat commun autre que de nous écouter». C'est ce que confirmait le SWP dans son compte-rendu remis au SU, où, en contradiction totale avec les plus évidentes règles du centralisme démocratique, il proposait: «Entre temps il serait utile pour travailler en ce sens que les bulletins intérieurs soient échangés [avec l'OCI...!].»

Cependant, il ne suffit pas de constater que ce bloc n'a rien à voir avec une Internationale ou avec le trotskysme, il faut comprendre en quoi ces deux blocs sans principe n'offrent aucune alternative trotskyste.

### CONTRE LE REFORMISME SOCIAL-DEMOCRATE, CONTRE LE CENTRISME PABLISTE, POUR UNE POLITIQUE TROTSKYSTE!

L'affrontement central entre la FLT et la TMI a éclaté au 9ème CM sur le problème de la guerre de guérilla. Pour comprendre, et les divergences qui séparent ces deux blocs, et la politique différente mais fautive dans les deux cas qu'ils véhiculent, il est bon de revenir un peu en arrière. Ainsi, dans la charte de «réunification», on peut lire à la section 13:

«Sur le chemin d'une révolution commencée par de simples revendications démocratiques et se terminant par la destruction des rapports de propriété capitaliste, l'organisation de guérilla menée par des paysans sans terre et des forces semi-prolétariennes, sous une direction qui se trouve engagée à poursuivre la révolution jusqu'à son terme, peut jouer un rôle décisif pour miner le pouvoir colonial ou semi-colonial et précipiter sa chute. C'est là une des leçons principales à tirer de l'expérience de l'après-guerre. Cette leçon doit être consciemment incorporée à la stratégie de construction des partis révolutionnaires dans les pays coloniaux.»

Lorsque l'on sait que Hansen explique que ce chapitre a été rédigé par le comité politique du SWP, il apparaît immédiatement que ce n'est pas la TMI qui a fait un «tournant» au 9ème CM mais plutôt le SWP.

Car c'est effectivement le SWP qui a capitulé devant le pablisme en 1963, en écrivant et en signant un document de «réunification» qui non seulement avalisait l'entrisme sui generis, qui non seulement adoptait la guerre de guérilla (dont les conséquences pratiques furent la liquidation de nos sections en Amérique Latine), mais qui de plus expliquait que les directions petites-bourgeoises pouvaient mener la révolution jusqu'à son «terme». Ce qui constituait le rejet de la nécessité d'une révolution politique dans les pays ouvriers déformés (Cuba, Viet-Nam) présentés comme des états ouvriers auxquels auraient manqué simplement «les formes de la démocratie ouvrière», et donc dans lesquels il n'était pas utile de construire des sections. Et si le SWP, aujourd'hui, est contre la guerre de guérilla, c'est tout simplement parce que depuis il a continué son

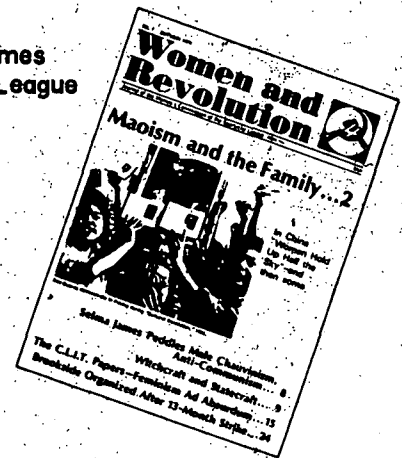
Journal de la  
commission-femmes  
de la Spartacist League

4 numéros

U.S. \$1.00

pour toute  
commande:

SPARTACIST  
PUBLISHING CO.  
Box 1377, GPO  
NY, NY 10001 USA



**Abonnez-Vous**

évolution vers la droite, en sombrant dans le plus plat réformisme pendant la guerre du Viet-Nam. Refusant de combattre son propre impérialisme, n'avançant comme unique mot d'ordre que «ramenez les troupes maintenant» et n'avançant aucun mot d'ordre pour la victoire de la révolution vietnamienne!

C'est pourquoi ses critiques contre la guérilla ne peuvent se situer que sur la droite par rapport à la TMI. Et le problème de la révolution vietnamienne en est un bon exemple.

La LCR et la TMI caractérisent les stalinien vietnamiens comme centristes, elles abandonnent un groupe trotskyste au Viet-Nam et refusent de construire une section. Faits dont on se convainc facilement en ayant vu la LCR rester muette le 1er mai devant le slogan des stalinien, qui criaient: «Ho ho ho Chi Minh, le Viet-Nam est libéré!», et dont la lettre du Groupe Bolchévique-Léniniste vietnamien envoyée au 10ème CM montre qu'une petite contradiction en France dans une manifestation devient une décision d'abandonner nos militants au Viet-Nam:

«Dans les conditions historiques très spéciales du Viet-Nam aujourd'hui, où le poids énorme du PC vietnamien écrase toutes les organisations à sa gauche, maintenir un groupe trotskyste, même un groupe de propagande, est une tâche extrêmement difficile. Nous avons pu le faire durant ces dernières années sans aucune aide quelconque, ni de l'Internationale ni de la Ligue Communiste[...]

«Nous vous demandons de faire connaître notre existence aux sections et de discuter les questions suivantes:

«1) L'Internationale devrait-elle s'intéresser à un groupe trotskyste vietnamien qui est resté loyal à l'Internationale et qui a poursuivi son travail malgré d'énormes obstacles dans les conditions les plus difficiles?

«2) Devrions nous travailler à la création d'une section de la IVème Internationale au Viet-Nam? Une réponse à ces deux questions résoudrait déjà la moitié du débat en cours sur le problème du Viet-Nam.» (Février 1974.)

Voilà la politique liquidatrice des pablistes au Viet-Nam! Mais celle du SWP, elle, est complètement réformiste. Ainsi, si le SWP caractérise à juste titre les vietnamiens comme stalinien, non seulement il ne fait pas plus d'effort que la TMI pour créer une section au Viet-Nam, mais de plus, il a abandonné la position

*suite au verso*

## Lettre aux BP et CC...

fondamentale des trotskystes pour la défense des états ouvriers dégénéré ou déformés. Et cela, parce qu'il refuse de combattre son propre impérialisme!

De même lorsque le SWP critique la LCR pour son rôle de caution de gauche du front populaire qu'elle joue en France, son attaque soi-disant orthodoxe se fait aussi par la droite, puisque dans le même temps il soutient la politique front-populiste du PST en Argentine et n'hésite pas lui-même à mettre sur pied des fronts populaires non gouvernementaux aux USA, en s'alliant avec les Démocrates bourgeois et sur leur programme dans le NPAC [National Peace Action Coalition—Coalition nationale d'action pour la paix] pendant la guerre du Viet-Nam.

Voilà les deux seules «alternatives» que sont capable de nous proposer ces deux blocs. L'une, réformiste, social-démocrate; l'autre, révisionniste pabliste! Voilà pourquoi on ne peut parler ni d'Internationale ni de trotskysme au sujet de ce regroupement fédératif!

### POUR LA RECONSTRUCTION DE LA IVÈME INTERNATIONALE!

Aujourd'hui, alors que plus que jamais «la crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction

## Purge à la LCR...

*suite de la page 2*

1963), ni quant au caractère de la FLT, au caractère de bloc du SU, à l'attitude à prendre envers le PST et le soutien électoral au front populaire—c'est-à-dire, toutes les positions sur lesquelles les différents éléments de la Tendence avaient des positions opposées. Ceci la rendit incapable de continuer la lutte, contre la direction après le Congrès de la LCR et la mena à accepter sa propre dissolution. Il suffit de voir les «explications de vote» signées par les autres membres du CC membres de l'ex-Tendence 4 pour mesurer la caractère centriste de cette Tendence.

Reconnaitre que la Quatrième Internationale n'existe pas (après avoir été détruite par Pablo et consorts durant la période 1951-53), que le Secrétariat Unifié actuel n'est en fait qu'un bloc pourri centriste, est loin d'être «l'inanité politique» que les camarades Leroux, Lorullot, Nemo et Félix (R) décrivent dans leur «explication de vote» sur la motion de Comité Central, et a été au contraire capitale pour la rupture du camarade Lafitte d'avec ce marais centriste.

Les positions de la FB-L représentent une rupture qualitative avec le centrisme dégénéré et infantile de la LCR et un pas décisif vers la tradition trotskyste authentique en dépit de quelques omissions ou de formulations malencontreuses secondaires qui restent dans ses textes.

La constitution de la FB-L s'insère donc dans la crise qui ravage le SU ainsi qu'd'autres organisations centristes soi-

révolutionnaire», alors qu'au Portugal la LCI, sous la responsabilité directe de la LCR, dépasse tous les opportunistes en ne dénonçant pas réellement le MFA et même Bensaïd appelle ouvertement à l'entrisme en son sein (voir dans *ROUGE* No. 295) après avoir appelé à voter pour le PCP aux élections alors que celui-ci non seulement participe à un front populaire déjà au pouvoir, mais qu'en plus il vient de signer le «pacte» du MFA, il est plus urgent que jamais de mener la lutte pour la reconstruction de la IVème Internationale!

Il n'est donc pas question que je signe ces quatre misérables lignes que le BP me propose dans la plus pure tradition stalinienne! Je peux, comme je l'ai toujours affirmé, m'engager à respecter le centralisme démocratique, donc à participer pleinement à la construction de l'organisation, mais en ayant la liberté d'affirmer clairement que mon but est le renforcement de la Fraction Bolchévique-Léniniste. Je ne fais ici que réclamer un droit inaliénable pour des communistes: le droit de fraction!

C'est pourquoi je demande au CC de voter contre mon exclusion, d'engager un réel débat démocratique.

Lafitte

copie à la FB-L

disant trotskystes. Cette crise, si elle produit un net tournant sur la droite chez les centristes, offre aussi la possibilité de regrouper dans une tendance politiquement homogène et basée sur le centralisme démocratique, à l'échelle internationale, les camarades qui cherchent la voie du trotskysme.

La tendance Spartaciste internationale a élaboré un tel projet de regroupement dans sa «Déclaration pour organiser une tendance trotskyste internationale» de juillet 1974 (publiée dans l'édition française de *Spartacist* No. 7). La formation de la FB-L suit d'une année la démission d'un membre du CC du Front Communiste Révolutionnaire; le camarade Lesueur (dirigeant de la TBLPP et co-auteur du texte «Nouvelles Avant-Gardes ou Construction du Parti Révolutionnaire»), qui se rallia par la suite à la tendance Spartaciste internationale. C'est ainsi que des militants ou des tendances entières aux USA, en Australie, au Canada, en France, en Autriche et en Allemagne ont rompu avec des organisations centristes du SU, ou, dans le cas de l'Allemagne, du Spartacusbund, pour rejoindre la tendance Spartaciste internationale.

La tendance Spartaciste salue la lutte engagée par le camarade Lafitte et la constitution de la Fraction Bolchévique-Léniniste comme une victoire dans la bataille contre le pablisme du SU et un pas en avant vers la résolution de la crise de la direction révolutionnaire.

**POUR UNE ORGANISATION  
TROTSKYSTE EN FRANCE**

**POUR LA RENAISSANCE DE LA  
QUATRIÈME INTERNATIONALE!**



# Déclaration . . .

suite de la page 16

Le PRT, admis officiellement au 9ème Congrès Mondial comme section officielle de la IV en Argentine ne sortait-il pas de ce cadre puisqu'il se réclamait déjà ouvertement d'un mélange de maoïsme, de guévarisme et, en passant, de trotskysme?

Filoché lui-même, répondant au nom du BP dans le No. 167 de *Rouge* aux 46 militants du PSU qui voulaient adhérer à la LC, écrivait: «Nous sommes pour que l'internationale centralisée se donne les moyens de rédiger un nouveau programme de la révolution mondiale». Ne sortait-il pas lui aussi ouvertement de ce cadre, puisque un nouveau programme signifie une nouvelle Internationale, la 5ème?

Sur ces deux points seulement, il nous semble non pas que l'on peut être à la LCR sur n'importe quelles bases, mais tout simplement que le «cadre» s'est déplacé très fortement sur la droite!

En attendant que la Direction se décide à nous le dire clairement, à écrire son «nouveau programme», nous prenons pour notre part nos responsabilités en engageant la bataille pour une réorientation politique fondamentale, pour la reconstruction de la IVème Internationale!

Et si, comme nous l'avons expliqué, nous pensons que c'est sa politique et sa nature centrisme qui amènent la Direction à faire marcher l'organisation suivant les règles du centralisme bureaucratique au lieu de celles du centralisme démocratique, nous ne nous arrêterons pas pour autant de mener la lutte à tous les niveaux, comptant pour ce faire sur la grande majorité des militants, qui, nous l'espérons, exigeront de la Direction que les débats puissent se mener autrement en notre sein qu'à coup d'exclusions!

La IVème Internationale ne peut se reconstruire que sur la base du *Programme de Transition*, programme d'unité et d'indépendance de la classe ouvrière, seul programme de la démocratie ouvrière véritable.

Celui-ci énonce clairement les deux facteurs fondamentaux qui caractérisent la période actuelle, période d'agonie du capitalisme :

«L'orientation des masses est déterminée, d'une part, par les conditions objectives du capitalisme pourrissant; d'autre part, par la politique de trahison des vieilles organisations ouvrières.»

— *Programme de transition*

La caractéristique centrale de la période est donc celle de «la crise de la direction révolutionnaire». Cependant, «les lois de l'histoire» étant «plus puissantes que les appareils bureaucratiques», le rôle des Communistes dans le développement de la lutte de classes est crucial!

«La tâche centrale de la IVème Internationale consiste à affranchir le prolétariat de la vieille direction dont le conservatisme se trouve en contradiction complète avec la situation catastrophique du capitalisme à son déclin et est le principal frein du progrès historique.»

— *Programme de transition*

Cette tâche devant se mener de façon indissolublement liée avec la mobilisation des masses car

«ce qui distingue l'époque actuelle, ce n'est pas qu'elle affranchit le Parti Révolutionnaire du travail prosaïque de tous les jours, mais qu'elle permet de mener cette lutte en

liaison indissoluble avec les tâches de la révolution.»

— *Programme de transition*

Il s'agit de convaincre les milliers de travailleurs avancés et les masses en lutte que dans la mesure où les vieilles revendications partielles «minimum» se heurtent aux tendances destructives et dégradantes du capitalisme décadent, la seule solution, la seule alternative, est de «se diriger de plus en plus ouvertement contre les bases mêmes du régime bourgeois».

Ceci n'est possible que si les Communistes sont capables dans chaque conflit de tisser «un pont sous la forme de revendications transitoires» dont le but est d'amener «à une seule et même conclusion politique : les ouvriers doivent rompre avec tous les partis traditionnels de la bourgeoisie pour établir, en commun avec les paysans, leur propre pouvoir». Cette lutte s'insère parfaitement dans la contradiction existante entre d'un côté la mobilisation des masses contre les attaques du capital et de l'autre la politique capitulaire des directions traîtres.

La méthode de construction du Parti contenue dans le *Programme de transition* n'a donc rien à voir avec celle qui consiste à ne prendre en considération que la «dynamique» objective et à n'attribuer au Parti qu'un rôle de pression pour accélérer cette dynamique. Surtout lorsque cette démarche repose sur ce que l'on pourrait appeler un «super-pablisme» qui, dépassant le stade déjà révisionniste de l'évolution à gauche des réformistes sous la poussée de la «dynamique», en arrive maintenant à expliquer que ce sont les réformistes qui créent cette «dynamique».

Ce révisionnisme, qui rejette dans ses fondements mêmes le *Programme de transition*, s'appuie aussi sur une incompréhension totale du problème de la conscience de classe. En effet, après avoir écrit dans les thèses du premier congrès de la LC que «la classe ouvrière était spontanément stalinienne», la Direction s'obstine en écrivant dans son projet de lettre au PSU «la classe ouvrière n'est pas spontanément révolutionnaire». C'est vraiment ne rien comprendre à la contradiction qui existe entre le mouvement des masses et leur conscience. Trotsky est pourtant on ne peut plus clair à ce sujet :

«Le socialisme scientifique est l'expression consciente du processus historique inconscient, c'est-à-dire de l'aspiration spontanée et instinctive du prolétariat à reconstruire la société sur des bases communistes.»

— *Défense du marxisme*, p. 192

On voit donc que pendant que notre Direction se demande comment créer la «dynamique», alors que la lutte de classes s'en charge facilement toute seule, elle «oublie» tout simplement de créer le parti en élevant la conscience du prolétariat au niveau de ses tâches; pire... elle crée des illusions sur le rôle des réformistes en ne dénonçant pas leur participation au Front Populaire!

2

Incompréhension du problème de la conscience de classe, rejet du *Programme de transition* disions-nous; cela se vérifie aujourd'hui aisément à travers un réexamen, même rapide, du débat sur l'Union de la Gauche. Car à travers lui, à travers le problème de la caractérisation de l'UG, c'est en fait le débat sur le rôle du stalinisme et du réformisme en général qui était posé. Mais, encore une fois,

suite au verso

## Déclaration...

les di vagations «théoriques» de la Direction se sont vues réfutées par l'histoire :

«Les réformistes ont un projet et un programme de collaboration de classe mais pour rendre crédible ce projet, il leur faut organiser la défense élémentaire de la classe.»  
—Séгур, *Bulletin Intérieur* No. 1.

Voilà la découverte fondamentale de la Direction lors du dernier congrès ! Les réformistes, concède Séгур, trahissent les intérêts historiques des masses, mais ils défendent leurs intérêts immédiats. Pas besoin d'aller bien loin pour réfuter cette thèse. Il suffit de regarder la situation actuelle et le constat qu'en tire la dernière résolution du CC :

«La grève des PTT et de la fonction publique a été un échec clairement ressenti. Comme le sera celui de Renault. Dans la grève des PTT, PC, PS et directions syndicales ont ouvertement démontré qu'ils refusaient d'affronter dans la lutte ce pouvoir garant du plan de crise des patrons.»  
—*Rouge* No. 295

C'en est fini de la «dynamique», et le révisionnisme ségurien est mort presque aussi vite que le révisionnisme jébracquois !

Hélas, ce n'est pas notre intervention pendant la grève des PTT, ni pendant celle de Renault qui a pu faire comprendre aux masses et à l'avant-garde ouvrière le rôle traître des directions réformistes, et encore moins leur apporter une alternative.

A force de vouloir pousser à la soi-disant dynamique, on a même essayé de la créer... On n'a créé que des illusions sur le Front Populaire ! Pour preuve... Où était l'intervention sur la base du *Programme de transition*... Où étaient l'échelle mobile des salaires, les Comités de Grève, la grève générale et le mot d'ordre de Gouvernement PC-PS sans représentants bourgeois ? Où appellions-nous les réformistes à rompre avec la bourgeoisie ? En un mot, en quoi la LCR a-t-elle essayé de lutter «pour affranchir le prolétariat de la vieille direction», en dénonçant les réformistes comme le principal barrage pour chasser Giscard, pour obtenir la satisfaction des revendications transitoires ? En quoi a-t-elle lutté pour implanter le programme marxiste-révolutionnaire dans les masses ? En rien ! Pire... Elle est intervenue comme caution gauche du Front Populaire en expliquant, peu de temps après la grève des PTT, que les travailleurs n'avaient pas été trahis, que tout simplement ils «n'avaient pas mis assez le paquet» !

Et c'est cette même Direction qui cautionne à longueur d'année le Front Populaire, qui, au Portugal, n'hésite même pas à y prendre la petite place qu'on lui laisse en prônant dans *Rouge* l'entrisme dans le MFA (voir l'article de Bensaid dans *Rouge* No. 295), c'est elle qui pendant tout le dernier congrès nous a répété qu'elle ne voulait pas avancer le mot d'ordre de PC-PS de peur d'avoir l'air opportuniste !

La LCR s'est donc retrouvée avec la position délirante qui consiste à n'avancer PC-PS que pour «l'AGOL» et dans le creux de l'oreille, et à laisser deviner aux masses ce que l'on met dans le terme «gouvernement des organisations ouvrières» !

Le but du mot d'ordre de gouvernement étant clairement destiné à démontrer aux masses que les réformistes sont un rempart contre la satisfaction de leurs revendications, la LCR, elle, par peur «d'opportunisme», leur laissait deviner

quel était ce rempart ! Tout cela, en invoquant la différence entre l'agitation et la propagande — comme si, suivant les cas (agitation ou propagande) on décidait de combattre ou de ne pas combattre les réformistes !

Dans l'agitation ou la propagande, ce n'est pas la conclusion qui change; ce sont les prémisses et le développement, mais la conclusion, elle, reste la même : «les ouvriers doivent rompre avec tous les partis traditionnels de la bourgeoisie, pour établir, en commun avec les paysans, leur propre pouvoir.»

Mais tous ces faux débats sur «doit-on chiffrer le mot d'ordre de suite» ne tiennent pas. Face à un Front Populaire, il faut appeler le PC et le PS à rompre avec la bourgeoisie et à prendre le pouvoir. Ceci afin, à travers leur refus, de les démasquer, de démontrer aux masses leur rôle traître.

Si nous appelons ces partis à rompre avec la bourgeoisie et à prendre le pouvoir sans faire un «préalable», comme disait la Tendance 4, de notre programme, il est par contre tout aussi évident que nous avançons le mot d'ordre de gouvernement ouvrier comme étant la seule solution pour obtenir les revendications transitoires que nous défendons. Cette contradiction apparente ne veut dire qu'une seule chose : c'est qu'au lieu de créer des illusions sur les réformistes nous démontrons qu'ils sont le seul barrage dans cette voie. Cela, nous le disons dès le début et c'est pourquoi dans notre programme même se trouve l'auto-organisation de masse comme étant en fait le seul moyen d'imposer le gouvernement ouvrier.

C'est en ce sens que le mot d'ordre du gouvernement ouvrier doit être avancé par les communistes. Et, bien qu'il faille actuellement, face au Front Populaire, avancer le «gouvernement PC-PS sans représentants bourgeois», il ne se confond jamais avec cette formule, puisque nous expliquons dès le début que ces partis sont incapables de rompre avec la bourgeoisie, ce qui nous permet dans les périodes de forte mobilisation d'appeler à créer des comités élus et révocables pour contrôler et appuyer ce gouvernement que nous demandons. Les travailleurs ne tarderont plus dès lors à se convaincre à partir de leur propre expérience, que ce gouvernement ouvrier doit se constituer à partir de la constitution de ces comités eux-mêmes en organes de pouvoir.

Enfin, la Direction, toujours soucieuse de ne pas sombrer dans l'opportunisme, n'hésitait pourtant pas en 1973 et aux présidentielles, à voter pour les candidats du Front Populaire.

Pour notre part, nous pensons que les trotskystes doivent toujours tendre à démontrer que l'exigence qu'ils adressent aux partis traditionnels de rompre avec la bourgeoisie est en fait une condition préalable à toute lutte efficace pour la défense des intérêts de la classe ouvrière.

A ce sujet, il nous semble intéressant d'analyser d'un peu plus près la tactique léniniste de soutien critique dans les élections. Historiquement les partis ouvriers réformistes de masse ont été le résultat de la lutte de la classe pour sa constitution en classe indépendante de la bourgeoisie. C'est pour cette raison que nous pouvons voter pour eux contre la bourgeoisie, en développant dans le même temps notre programme, qui généralise le principe de l'unité et de l'indépendance de la classe ouvrière, qui tend de même à démasquer les dirigeants réformistes. Mais le Front

Populaire, lui, est une régression dans la lutte pour l'indépendance de la classe ouvrière. Qu'advient-il dans ce cas de la tactique de soutien critique ?

Si l'appel au vote pour les partis ouvriers a pour but de démontrer aux masses qu'elles ont des illusions sur la nature de leurs directions en facilitant une expérience pratique qui seule peut le leur démontrer, on peut dire que le vote est en lui-même un soutien critique aux partis ouvriers, dans la mesure où il est un appui à leur recherche d'une majorité électorale. Le but de cette tactique est d'accentuer la contradiction qui existe entre la base et la direction, entre le mouvement objectif des masses et la politique capitulaire des appareils.

Mais, pour qu'une telle tactique soit possible, encore faut-il qu'une condition soit remplie : que les partis ouvriers se présentent aux élections en tant que mandataires de la classe ouvrière, c'est-à-dire de façon indépendante de la bourgeoisie. Ceci, pour qu'ils puissent continuer à représenter malgré leur programme, malgré leur direction, mais dans les faits, par leur indépendance de parti, la lutte de la classe ouvrière pour sa constitution en classe indépendante. C'est cela qu'à cette condition que nous pouvons, avec cette tactique, accentuer la contradiction qui existe entre leur programme réformiste bourgeois et le fait qu'ils prétendent représenter les intérêts de la classe.

C'est cela que Lénine entendait par la formule «soutenir comme la corde soutient le pendu».

Mais dans un front populaire, nous ne pouvons plus uniquement détruire les illusions des ouvriers en plaçant les directions en face de certaines exigences, puisqu'il est clair qu'ils ne tiennent compte d'aucune revendication qui mettrait en danger la coalition de collaboration de classe. En ce sens, exiger simplement des réformistes qu'ils adoptent un programme de lutte de classe, alors qu'ils sont dans un bloc de collaboration de classe, c'est créer des illusions sur le front populaire.

C'est pourquoi nous devons opposer fondamentalement l'indépendance du prolétariat à la collaboration de classe. Quand les partis réformistes sont dans un front populaire, la seule corde que possèdent les marxistes pour les pendre, c'est la lutte pour la rupture avec la bourgeoisie ! Voter Mitterrand, après avoir voté pour l'UG aux législatives, c'était couper la corde !

La position qui dit que l'on peut voter pour les partis ouvriers aux législatives mais pas aux présidentielles est totalement incohérente. Établir une telle «distinction» entre les législatives et les présidentielles, c'est adopter une position fondamentalement conciliationniste envers le front populaire puisque dans les deux cas, appeler à voter pour les partis ouvriers c'est adopter une politique équivoque de soutien au front populaire — ou c'est croire, que, sous la pression des masses, celui-ci va être tiré à gauche.

### 3

Ce soutien dans les faits (même s'il est honteux) du front populaire a marqué toute la politique de la LCR : que ce soit au sujet du problème du front unique, appelé hier encore à juste titre «tactique du FU», mais qui sous couvert de rejet de cette tactique rejette en fait le *Programme de transition*.

Le subterfuge est simple : la LCR définit le but de la

tactique de FU comme suit : «la tactique du FU définit dans la période la voie de la conquête des masses pour la révolution socialiste» (Weber, *Qu'est-ce que l'A.J.S. ?*). Cependant, comme la définition donnée n'est pas celle d'une tactique de FU, mais bien plus celle du *Programme de transition*, il suffit de rejeter la tactique de FU au nom de notre trop petite taille pour rejeter le programme trotskyste !

L'exemple le plus criant est notre intervention pendant la grève des PTT. Car s'il était en effet impossible nationalement de pratiquer une tactique de FU avec les réformistes, ce n'est pas pour autant qu'il ne fallait pas les dénoncer clairement dès le début. «La tâche principale de la IVème Internationale» qui consiste «à affranchir le prolétariat de la vieille direction», ce n'est pas le FU qui la fixe, mais le programme trotskyste ! Tandis que la LCR, elle, constatant qu'elle ne pouvait appliquer le FU, a, comme nous l'avons déjà vu, passé sous la table le programme et donc cautionné les bureaucraties. Il est extrêmement significatif que dans les pays où existent de forts partis staliniens, les révisionnistes, que ce soit la direction de la LCR ou bien l'OCI, fassent toujours passer leur capitulation sous le couvert du front unique. L'un l'appelant stratégie afin de justifier une pratique capitulaire qui fétichise le bloc des organisations de la classe (sans s'occuper de la base programmatique), l'autre qui rejette le FU et en fait le *Programme*, et fait semblant lorsqu'il le peut d'ignorer le front populaire afin de le soutenir soit par l'indifférence (en ne le dénonçant pas), soit plus concrètement en votant pour lui au nom de la dynamique.

Mais, se diront certains camarades, affirmer comme nous le faisons que la LCR cautionne le front populaire, c'est un peu rapide, car au moins la LCR fait du travail dans l'armée.

Quant à nous, nous pensons que faire du travail dans l'armée est une bonne chose, mais encore faut-il que ce travail soit anti-militariste ! Car le rôle et la tâche des léninistes est de démontrer aux masses la nature profonde de l'armée bourgeoise, afin d'amener à cette conclusion : il faut détruire les bandes armées du capital !

Cela implique que les bases fondamentales sur lesquelles nous devons créer une opposition à l'armée soient : l'abolition de la conscription, la lutte contre l'impérialisme français, la destruction de l'armée bourgeoise et son remplacement par les milices ouvrières !

La LCR, elle, se borne à une campagne démocratique sur les droits des soldats. Cette opposition aux conditions de vie du contingent dans l'armée qui est certes élémentaire, ne représente en aucune manière une attaque sur des bases prolétariennes, de l'armée bourgeoise.

Mais non seulement la direction de l'organisation se borne aux revendications démocratiques de «l'appel des cent», sans avancer le moindre mot d'ordre contre l'armée et contre la défense de la patrie, mais de plus elle soutient de façon inconditionnelle «l'appel des cent», qui développe une position typiquement sociale-chauvine (exprimée certes avec une tendre naïveté) en expliquant qu'il n'y a pas de nécessité à envoyer des troupes en Allemagne, puisque nous ne sommes pas en guerre avec eux. Que dirait donc «l'appel des cent» si demain il y avait la guerre ?

suite au verso

## Déclaration...

Voilà en quoi une politique qui ne lutte pas contre les bases mêmes de l'armée bourgeoise finit lamentablement par capituler devant la défense de la patrie !

En ne s'opposant pas à la conscription, au droit que s'arroge la bourgeoisie d'utiliser la classe ouvrière en chair à canon, en ne luttant pas contre l'armée professionnelle et pour les milices ouvrières, et en prenant position contre l'armée professionnelle et pour l'armée de conscription, la LCR fait certes du travail dans l'armée, mais celui-ci n'a rien à voir avec le léninisme !

Encore une fois, la méthodologie est la même, la LCR compte sur la «dynamique» propre des mots d'ordre démocratiques et sur les capacités de «l'AGOL» pour remplir les tâches qui sont celles des trotskystes.

### 4

Ce révisionnisme ne se limite pas à la seule LCR, mais il constitue la base politique de toute l'internationale actuelle. Un bref rappel de l'histoire de notre courant est extrêmement instructif à cet égard.

En effet, sans remonter à l'immédiate après-guerre, qui voit la plus grande partie des cadres de valeur de la IV<sup>ème</sup> Internationale liquidés physiquement et le reste isolé aux USA, ce qui dans les faits constituera au niveau organisationnel et politique un dispersement de l'Internationale et la survie de groupes encore révolutionnaires mais isolés non seulement au niveau national mais aussi dans une orthodoxie stérile qui se refuse à analyser l'expansion du stalinisme d'après 1943. Il suffit pour prouver cette nature centrisme d'analyser un peu sérieusement notre histoire depuis la victoire du pablisme en 1950 jusqu'à nos jours. Pour ce faire, nous ne conseillons d'ailleurs absolument pas l'anthologie de la mesquinerie et du trafiquotage que représente le petit livre de Pierre Frank.

En 1951 deux documents font date dans l'internationale.

Le premier, *Où allons-nous ?* de Pablo, stipule :

«Le processus objectif demeure en dernière analyse le seul facteur déterminant, surpassant tous les obstacles de nature subjective. [...] Les partis communistes conservent dans certaines circonstances la possibilité d'adopter une orientation approximativement révolutionnaire.»

Ici, le révisionnisme pabliste apparaît de façon limpide : l'objectivisme qui porte en germe la négation de la nécessité de construire le parti révolutionnaire et qui est confirmé par l'idée que les PC peuvent jouer ce rôle sous la poussée de la lutte des classes. C'est à partir de cette révision d'envergure, et dans un deuxième document, *La guerre qui vient*, que Pablo et l'internationale fonderont leur politique d'entrisme «sui generis» :

«Afin de nous intégrer dans le mouvement réel des masses, de travailler et de rester dans les syndicats ouvriers par exemple, les «ruses» et les «capitulations» ne sont pas seulement acceptables mais nécessaires.»

Seuls les guillemets autour de «capitulations» sont de trop pour décrire cette ligne ! Contre cette ligne, des luttes sectorielles et faussement orthodoxes seront menées dans notre courant, mais jamais de façon positive, sur la totalité des problèmes que soulève ce révisionnisme.

En 1963 le SWP démontrera le caractère ossifié de son «trotskysme» en formant le Secrétariat Unifié avec le courant pabliste sur la base d'une analyse fautive de la révolution cubaine (alors que celui-ci aurait pu être échaudé par le précédent de la Yougoslavie, au sujet de laquelle les pablistes écrivaient : «Le prolétariat révolutionnaire attend de la Yougoslavie une prise de position sans équivoque opportuniste, une rupture nette avec le stalinisme, une réorientation révolutionnaire vraiment léniniste tant de sa politique intérieure qu'extérieure». Et cela en 1956 !!) Loin de là ! Le SWP reprendra même en chœur avec tout le monde la théorie des «NAG» et des «directions révolutionnaires empiriques» comprenant «la guerre de guérilla faite par les paysans sans terres et les forces semi-prolétariennes, sous une direction qui est résolue à faire aboutir la révolution [...]» comme devant être «consciemment incorporée à la stratégie de construction de partis marxistes-révolutionnaires dans les pays coloniaux».

Dès lors, une «internationale» existait bien à nouveau, mais elle était centrisme !

Dès lors, celle-ci ne pouvait fonctionner de façon démocratiquement centralisée, et deux fractions sans principes continuèrent leur évolution propre, de capitulation en capitulation.

### 5

Nous ne retracerons pas ici la suite de ces capitulations, essentiellement parce que la place et le temps dont nous disposons ne nous le permettent pas, et qu'en plus, les dernières positions de l'internationale suffisent à dresser un tableau relativement éloquant.

Par exemple, il serait extrêmement intéressant de tirer un bilan de l'activité du SWP à propos de la guerre du Vietnam, et de sa capitulation devant son propre impérialisme, mais nous nous limiterons ici à son dernier exploit en date : l'appel des troupes fédérales à Boston.

Le fond de la position du SWP sur le problème de l'appel aux troupes fédérales à Boston est le suivant : la pression du mouvement des masses est capable de contrôler efficacement les bandes armées du capital. Le fond révisionniste, réformiste de cette position est évident : si une pression des masses est capable de contrôler les troupes, une très forte pression doit pouvoir obliger ces mêmes troupes à agir dans l'intérêt des opprimés !

D'ailleurs, le *Militant*, daté du 1er Novembre 1974 déclare :

«Un mouvement de masse, exigeant que les troupes soient mobilisées pour assurer la déségrégation des écoles à Boston, mettrait le gouvernement sur la défensive. Il rendrait plus difficile toute tentative par le gouvernement de déployer ces troupes contre les noirs au lieu des racistes blancs. [...] Ce qui détermine si une loi donnée sera appliquée contre les opprimés, c'est le rapport de force dans la lutte réelle.»

Ici, sous le biais d'une phraséologie «gauche», c'est toute la théorie marxiste de l'état qui se trouve allègrement piétinée par le SWP. Depuis la Commune de Paris, Marx et Engels ont constamment lutté pour faire comprendre au mouvement ouvrier l'idée fondamentale selon laquelle il est impossible de contrôler ou de s'emparer subrepticement de la police, de l'armée ou de la bureaucratie d'état; qu'au

contraire il faut les détruire ! Le SWP, lui, a découvert que la nature de l'état n'est plus un problème, que tout ce qui compte, c'est le rapport de force !

Mais ce n'est pas tout... Dans le même numéro du *Militant*, Camejo polémiquant contre d'autres groupes politiques aux USA, écrit :

«Au lieu des troupes fédérales, les sectaires proposent des détachements de défense syndicaux. [...] L'appel en faveur de tels détachements syndicaux n'est pas réaliste pour l'heure. Il n'y a pas un seul syndicat qui ait un tel détachement, il y en a encore moins qui soit prêt à en fournir pour la défense des écoliers noirs. [...] La communauté noire habite un monde réel et elle exige des solutions réelles, qui veulent dire quelque chose et non pas des slogans irréalistes.»

Non seulement Camejo raye d'un coup de plume un des mots d'ordre essentiels du *Programme de transition*, mais surtout il nous explique clairement que le SWP veut bien essayer (à la traîne des leaders démocrates noirs) de faire tout ce qu'il peut pour faire «pression» sur l'armée bourgeoise, mais que c'est irréaliste de mettre les syndicats au pied du mur. Trotsky a déjà porté un jugement sans recours sur ce type de position politique :

«Se tourner vers l'état, c'est-à-dire vers le capital en exigeant que celui-ci désarme les fascistes, c'est semer les pires illusions démocratiques, endormir la vigilance du prolétariat, démoraliser sa volonté. Les sociaux-démocrates, même les plus à gauche, c'est-à-dire ceux qui acceptent encore de répéter de vagues phrases en faveur de la révolution et de la dictature du prolétariat, prennent garde d'éviter la question de l'armement des ouvriers ou bien déclarent ouvertement que cette tâche est "chimérique, aventurière, romanesque".»

- Trotsky, *Writings 1933-34*

«Romanesque» disaient les sociaux démocrates de gauche en 1933, «irréaliste» nous dit Camejo, les années passent, le vocabulaire des sociaux-démocrates, lui, ne change guère !

Quant à nous, nous laisserons le SWP à son «réalisme» et nous en resterons au *Programme* trotskyste, lequel stipule :

«A l'occasion de chaque grève et de chaque manifestation de rue, il faut propager l'idée de la nécessité de la création de détachements ouvriers d'auto-défense.  
«Il faut lancer le mot d'ordre de la milice ouvrière, comme seule garantie sérieuse de l'inviolabilité des organisations, des réunions et de la presse ouvrière.»

Tout cela, le SWP le qualifie d'«irréaliste». Car il est évident que pour d'«opportunisme sans limites» des réformistes, comme disait Lénine, «la lutte qui est désirable est celle qui est possible et la lutte qui est possible est celle qui est en train de se produire à l'instant même».

Pour nous, l'armée capitaliste et les détachements d'auto-défense sont des formations de classes opposées. Pour la défense des opprimés, la demande d'envoi des troupes fédérales et l'appel à la constitution de piquets d'auto-défense ouvrière constituent deux mots d'ordre irrémédiablement opposés ! Et il est «remarquable» que la TMI, malgré son langage ultra-gauche, non seulement ne se sépare pas du SWP, mais de plus soutienne sa politique à Boston.

Enfin, pour finir un bref tableau sur la Fraction soi-disant «Léniniste-Trotskyiste», nous prendrons rapidement l'exemple du PST argentin. A ce sujet, un très long développement ne s'impose pas pour démontrer le caractère fondamentalement collaborationniste de sa ligne politique; nous nous limiterons donc ici à ce point précis, tout en comprenant l'importance qu'aurait un texte de fond

par rapport, entre autres, aux critiques fondamentalement fausses que peut faire la TMI à cet égard. Pour le PST, lors de son avant-dernier congrès, le problème était simple : partant de l'a-priori faux selon lequel il ne peut y avoir de front populaire dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, il pouvait dès lors participer à n'importe quelle combinaison pourrie !

Sa démonstration était d'ailleurs on ne peut plus révisionniste : puisque le programme de la démocratie bourgeoise est encore valable dans les pays coloniaux, nous dit le PST, et qu'il est donc correct de se battre pour sa réalisation, il ne peut y avoir dans ces pays-là de front populaire, puisque le programme des fronts populaires est justement celui de la démocratie bourgeoise, mais qu'ici, il n'est pas réactionnaire.

Piètre argumentation ! Mais il est vrai que le PST a depuis auto-critiqué cette position. Alors, nous dira-t-on, pourquoi ressortir encore les vieilles histoires ? Tout simplement parce que malgré l'auto-critique, c'est bien cette ligne qu'a appliquée le PST récemment en Argentine, et c'est bien cette ligne-là qui a reçu le soutien inconditionnel de toute la FLT, de la moitié de ce conglomérat centriste qu'est l'internationale.

Et c'est au nom de cette ligne-là que le PST a essayé de mettre sur pied un bloc front-populiste en Argentine. Passant sous la table tous les mots d'ordre indispensables en cette période afin de créer la défiance par rapport au gouvernement bourgeois, et demandant même à l'état bourgeois de faire cesser les assassinats qu'il était en train de commettre. Tout ceci, au nom du «Groupe des 9» !

Non, la classe ouvrière n'a rien à attendre de cette politique réformiste, elle n'a rien à attendre du PST qui la véhicule et en ce sens l'internationale, même centriste, a le devoir de ne pas supporter dans ses rangs une organisation qui pratique la collaboration de classe ! Car ici ce n'est pas le centralisme démocratique qui est bafoué, ce sont les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière.

La TMI, elle, plus à gauche que la FLT, mais tout aussi éloignée du programme marxiste-révolutionnaire, a aussi un tableau de chasse révisionniste bien trop vaste pour que nous puissions le passer entièrement en revue.

Cependant, le problème de la guerre de guérilla, et par conséquent de la révolution cubaine, nous semble être un bon exemple typique du révisionnisme pabliste.

Voyons d'abord à ce sujet la section 13 de la charte de «réunification» rédigée, nous dit d'ailleurs Hansen, par le comité politique du SWP !!!

«Sur le chemin d'une révolution commencée par de simples revendications démocratiques et se terminant par la destruction des rapports de propriété capitalistes, l'organisation de guérilla menée par des paysans sans terre et des forces semi-prolétariennes, sous une direction qui se trouve engagée à poursuivre la révolution jusqu'à son terme, peut jouer un rôle décisif pour miner le pouvoir colonial ou semi-colonial et précipiter sa chute. C'est là une des leçons principales à tirer de l'expérience de l'après-guerre. Cette leçon doit être consciemment incorporée à la stratégie de construction des partis révolutionnaires dans les pays coloniaux.»

Demandons d'abord en passant à Hansen: que fera donc d'autre la majorité au 9ème C.M. ?

Quant à l'analyse des directions petites-bourgeoises, si le *Programme de transition* stipule en effet que dans certaines

suite au verso

## Déclaration . . .

conditions celles-ci peuvent aller plus loin qu'elles ne l'envisageaient, il ne dit pas, et rien ne permet de lui faire dire, que de telles directions «se trouvent engagées à poursuivre la révolution jusqu'à son terme». Le terme pour des trotskystes signifiant la dictature exercée par la classe ouvrière sous la direction d'un parti trotskyste !

### Extrait de «Vers la renaissance de la Quatrième Internationale»

(Contre-projet de résolution au texte du SWP qui servit de charte de réunification en 1963. Voir texte complet dans Spartacist Edition Française No. 8)

15. L'expérience depuis la deuxième guerre mondiale a démontré que la guérilla basée sur la paysannerie avec une direction petite-bourgeoise ne peut mener en elle-même à rien de plus qu'à un régime bureaucratique anti-prolétarien. La création de tels régimes s'est réalisée dans les conditions de l'impérialisme pourrissant, de la démoralisation et de la désorientation occasionnée par les trahisons stalinienne et par l'absence d'une direction marxiste révolutionnaire de la classe ouvrière. La révolution coloniale ne peut avoir une signification révolutionnaire progressiste sans équivoque que sous la direction du prolétariat révolutionnaire. Introduire un révisionnisme stratégique au sujet de la direction prolétarienne de la révolution est pour des trotskystes une profonde négation du marxisme-léninisme, quels que soient les vœux pieux exprimés en même temps en faveur de «la construction des partis marxistes révolutionnaires dans les pays coloniaux». Les marxistes doivent s'opposer résolument à toute acceptation du chemin paysan-guérilla du pouvoir, historiquement apparenté au programme tactique des Sociaux-Révolutionnaires que combattit Lénine. Ce chemin aboutit à la liquidation des buts socialistes du mouvement; et il relève du suicide pour les aventuriers qui le suivent.

Effectivement, quand la bourgeoisie est dans une situation de complète déconfiture, il arrive que des directions petites-bourgeoises puissent prendre le pouvoir par la force (Yougoslavie, Chine, Nord Viet-Nam, Cuba) et soient, dans des circonstances très particulières, forcées d'exproprier la bourgeoisie.

Ceci ayant souvent pour origine non seulement l'hostilité entre le gouvernement petit-bourgeois et la bourgeoisie nationale ou impérialiste, mais aussi l'absence d'une classe ouvrière luttant pour le pouvoir en son propre nom. Dans ces cas-là, il se peut alors, qu'un gouvernement petit-bourgeois soit forcé de nationaliser l'économie et de la

réorienter vers les états ouvriers afin de rester au pouvoir.

Par contre, là où ces conditions ne sont pas remplies (en Algérie par exemple), des forces armées petites-bourgeoises au pouvoir ne mènent pas à l'expropriation de la bourgeoisie.

De toutes façons, dans n'importe quel cas, le mieux qu'elles puissent faire, c'est de créer un état ouvrier déformé, dans lequel il faut faire une révolution politique afin d'en chasser la bureaucratie.

Et le problème essentiel, celui qui fait la démarcation entre le révisionnisme pabliste et le trotskysme, est que ce type de direction ne peut ni changer de nature, ni modifier ses buts en fonction de la radicalisation des masses et de leurs «pressions». Ni Mao, ni Ho Chi Minh, ni Tito, ni Ben Bella, ni Castro, n'ont cessé d'être des dirigeants petits-bourgeois, n'ont cessé d'être fondamentalement opposés à la révolution prolétarienne. Leurs sorts différents ne font que témoigner des conditions différentes dans lesquelles ils sont intervenus.

Pour la TMI, comme pour la FLT, le refus de caractériser Cuba comme un état ouvrier déformé dès les nationalisations, constituait une capitulation devant la direction castriste petite-bourgeoise. C'était dans le même temps pour le SWP une capitulation devant le révisionnisme pabliste représenté alors par le S.I.

Car si une direction petite-bourgeoise avait été capable de créer un état ouvrier auquel manquent seulement les «formes de la dictature prolétarienne», alors, les trotskystes et la classe ouvrière n'auraient plus eu de rôle historique à jouer.

Et c'est là la critique fondamentale que nous faisons de la conception guérillériste que la majorité a emprunté aux cubains : c'est qu'elle croyait faire la révolution sans la classe ouvrière et sans parti trotskyste. Ce qu'elle ne nous a pas dit c'est quelle révolution elle voulait faire !

Mais peut-être la TMI, après avoir complètement délaissé le problème de la construction d'une section à Cuba, après avoir nourri les plus grandes illusions sur la direction cubaine, pense-t-elle que la nécessité du parti trotskyste est purement formelle.

Ceci peut paraître comme une accusation gratuite de notre part, mais après Cuba, il suffit de regarder un peu du côté du Viet-Nam pour voir en quoi le suivisme de la TMI l'amène concrètement à refuser de construire une section. Citons simplement la lettre du Groupe Bolchévique-Léniniste vietnamien, qu'il avait envoyée au 10ème C.M. :

«Dans les conditions historiques très spéciales du Viet-Nam aujourd'hui, où le poids énorme du PC vietnamien écrase toutes les organisations à sa gauche, maintenir un groupe trotskyste, même un groupe de propagande, est une tâche extrêmement difficile. Nous avons pu le faire durant ces dernières années sans aucune aide quelconque, ni de l'Internationale, ni de la Ligue Communiste. [...]

«Nous vous demandons de faire connaître notre existence aux sections et de discuter les questions suivantes :

(1) L'Internationale devrait-elle s'intéresser à un groupe trotskyste vietnamien qui est resté loyal à l'Internationale et qui a poursuivi son travail malgré d'énormes obstacles, dans les conditions les plus difficiles ?

(2) Devrions-nous travailler à la création d'une section de la IVème Internationale au Viet-Nam ?

«Une réponse à ces deux questions résoudrait déjà la moitié du débat en cours sur le problème du Viet-Nam.»

— Février 1974

Le seul commentaire à la suite de cette lettre, c'est que les camarades vietnamiens attendent toujours une éventuelle réponse !

6

En 1963, une Internationale existait à nouveau, disions-nous, mais elle était centriste. Il nous faut préciser que cette phrase n'avait qu'un seul but, celui de caractériser politiquement ce conglomérat sans principes qui s'était réuni en 1963. Cependant, le terme même d'internationale est en la matière inexact, puisque les centristes ont montré eux-mêmes depuis, qu'ils étaient incapables de construire une internationale digne de ce nom, c'est-à-dire démocratiquement centralisée !

Pour s'en convaincre, il suffit de regarder le type de fonctionnement de ce regroupement fédéraliste :

Le premier point est qu'après le 10ème C.M. alors qu'une ligne politique venait d'être adoptée à la majorité, la moitié de l'internationale, c'est-à-dire la FLT, a continué d'appliquer sa ligne.

Le deuxième point, c'est que bien que le 10ème C.M. ait adopté une résolution en neuf points expliquant que les scissions nationales devaient prendre fin, celles-ci n'en ont pas moins allègrement continué. Les deux dernières en date étant l'IT aux USA, exclue par le SWP, et le PRT au Portugal, créé de toutes pièces alors que la LCI existait déjà.

Enfin, il est impossible de savoir qui paye ses cotisations et qui ne les paye pas, tout comme il est impossible de savoir qui respecte le centralisme démocratique puisque celui-ci n'existe pas.

Or, il ne s'agit pas en l'occurrence, de simples dysfonctionnements qui pourraient être réglés par une meilleure compréhension mutuelle. Ce dont il s'agit, c'est bien plus fondamentalement de l'incapacité, qu'a ce regroupement sans principes, sans bases programmatiques, de construire une réelle Internationale !

En ce sens, il serait mal venu d'exclure un camarade et nous-mêmes qui nous prononçons pour la reconstruction de la IVème Internationale, au nom d'une soi-disant incompatibilité avec celle qui existe déjà, puisque nous avons vu en pratique qu'elle n'a de l'Internationale que le nom.

Et ce ne sont pas les perspectives «d'unification du mouvement trotskyste mondial» exprimées par Matti dans son explication de vote sur l'exclusion de Laffitte, qui y changeront quelque chose. Il faut vraiment n'avoir tiré aucune leçon de la «réunification» sans principes de 1963, pour penser qu'un rassemblement un peu plus gros de centristes dégénérés peut aboutir à la création d'une Internationale trotskyste.

Les centristes, les révisionnistes, lorsqu'ils se regroupent, ne changent pas de nature ! Simplement, plus le regroupement est «large», plus il est fragile, et plus vite il fait la preuve de son incapacité à exister.

### Conclusion :

Voici dans ses grandes lignes, l'analyse que nous faisons de la politique et de la nature de la LCR et de ce regroupement centriste qui se baptise tout seul «IVème

Internationale». Dans ses grandes lignes seulement, car il est évident que les problèmes que nous abordons mériteraient d'être plus amplement développés.

C'est le but que nous nous fixons en nous constituant en fraction au sein de l'organisation française et au niveau international. Il va de soi qu'à la place des mesures bureaucratiques actuelles, nous exigeons un réel débat démocratique.

Un réel débat démocratique, c'est-à-dire un débat pendant lequel les minorités et les oppositions appliquent strictement la ligne majoritaire, un débat mené essentiellement de façon interne (non parution des textes dans *Rouge*, etc...) — ceci afin d'éviter au maximum les pressions extérieures — débat qu'il est plus que temps d'avoir, face aux responsabilités que nous impose l'exacerbation de la lutte des classes, et face à l'incapacité dont font preuve nos directions au niveau national et international.

Cependant, confondant la cause avec l'effet, certains camarades pensent que la constitution d'une fraction au sein de la LCR va accentuer la crise actuelle. Il nous faut donc réaffirmer ici avec force que ce ne sont ni les fractions, ni les tendances qui créent les crises, mais bien évidemment les lignes politiques révisionnistes qui ne veulent pas clairement dire leur nom. En ce sens, notre but n'est pas d'accentuer la crise, mais d'y mettre fin, il n'est pas de détruire l'internationale, mais de reconstruire la IVème Internationale fondée par Léon Trotsky.

Ceci dit, il nous semble bon, face aux crispations bureaucratiques que la direction essaiera de créer en notre sein, de donner pour conclure la parole à L. Trotsky :

«Si l'on ne veut pas de fractions, il ne faut pas de groupements permanents, si l'on ne veut pas de groupements permanents, il faut éviter les groupements temporaires; enfin pour qu'il n'y ait pas de groupements temporaires, il faut qu'il n'y ait pas de divergences de vues, car là où il y a deux opinions les gens se groupent fatalement. [...]

«C'est dans la contradiction et les divergences de vues que s'effectue l'élaboration de l'opinion publique du parti. La localiser dans l'appareil chargé de fournir ensuite au parti le fruit de son travail sous forme de directives et d'ordres, c'est idéologiquement et politiquement stériliser le parti. Faire participer le parti tout entier à l'élaboration et à l'adoption des résolutions, c'est favoriser les groupements idéologiques temporaires qui risquent de se transformer en groupements durables et même en fractions. Comment faire?

«Est-il possible qu'il n'y ait pas d'issue? Est-il possible qu'il n'y ait pour le parti pas de ligne intermédiaire entre le régime «calme» et celui de l'émission en fraction? Non, il en est une, et la tâche de la direction consiste, chaque fois qu'il est nécessaire et particulièrement aux tournants, à trouver cette ligne correspondant à la situation réelle du moment.»

— Léon Trotsky. *Cours nouveau*

LAFITTE,  
CELINÉ,  
JOSS

# Déclaration de la Fraction Bolchévique-Léniniste pour la Reconstruction de la Quatrième Internationale

## Introduction:

Nous ne nous constituons pas en Fraction par mesure de «sécurité»; encore moins pour mener une bataille strictement démocratique; et certainement pas dans un souci tactique qui consisterait de notre part à préférer l'exclusion d'une fraction plutôt que de militants individuels. Non... ce n'est pas de ces souplesses «tactiques» dont il s'agit; mais bien plus d'une lutte principielle au sein de la LCR et de l'internationale pour construire une opposition trotskyste. Opposition, qui seule peut, en luttant contre la direction et son révisionnisme politique, faire opérer à la LCR et à l'internationale une réorientation politique fondamentale, sans laquelle il est impossible de reconstruire la IVème Internationale.

Cependant, notre constitution en Fraction ne se produit pas, nous en sommes conscients, à n'importe quel moment de la vie de l'organisation. Elle se produit suite au premier Congrès de la LCR, congrès du «tournant» qui, bien loin de mettre un terme à la crise de l'organisation, n'a fait que constater et consacrer celle-ci. Car non seulement la ligne définie par le congrès est restée révisionniste (et nous y reviendrons), mais de plus elle est encore actuellement inapplicable. Inapplicable, car ses appétits centristes (que ce soit l'actuel projet de fusion avec le PSU ou la mythique tendance syndicale «d'AGOL») sont encore largement entravés par les vestiges même formels de trotskysme dont se pare encore la LCR par son appartenance à l'internationale.

Dès lors, la Direction de l'organisation, incapable d'apporter en termes programmatiques, politiques et organisationnels, les réponses concrètes qu'exigent le développement de la lutte de classes et les tâches de construction du Parti, a commis l'énorme erreur qui consiste à croire que pour conjurer la crise, il suffit de ne pas en parler et d'empêcher les autres de le faire.

C'est dans ce sens (vision administrative et bureaucratique du fonctionnement de l'organisation) que peuvent se comprendre les dernières décisions de la Direction:

—En refusant de «reconnaître» une tendance pourtant existante dans l'organisation, et en refusant à celle-ci et sans débat de lui donner les moyens de s'exprimer, la Direction a réussi à casser bureaucratiquement la Tendance 4, mais n'a pas pour autant apporté de solution à la crise actuelle.

—En suspendant le camarade Lafitte et en demandant son exclusion à sa cellule, la Direction essaye encore une fois d'éviter le débat politique de fond, au prix de graves précédents bureaucratiques qui consistent en la matière à essayer d'exclure un camarade pour délit d'opinion. Le risque est évident : celui de voir une direction incapable d'apporter des réponses politiques à chaque moment de la lutte de classes, maintenir bureaucratiquement son emprise sur l'organisation au prix de la stérilisation politique de la LCR.

Voilà pourquoi, comprenant l'origine des méthodes bureaucratiques de la Direction, nous ne les combattons que plus énergiquement.

Nos accusations de bureaucratisme ne sont pas des accusations portées à la légère. Il suffit pour les comprendre, d'analyser un tant soit peu le motif donné pour la demande d'exclusion de Lafitte. Retenir comme seul prétexte pour ce faire le terme «reconstruire la IV» est extrêmement significatif de la méthode choisie par la Direction. Non seulement ce terme est totalement déterminé par la caractérisation de centrisme que nous faisons de la LCR et de l'internationale, mais de plus la Direction essaye en la matière de mettre l'accent sur le caractère extérieur de ce terme. Répétons-le donc :

—Oui, nous caractérisons la LCR et l'internationale comme centristes. Pas n'importe quel centrisme, mais très précisément celui incarné par le révisionnisme pabliste.

—Non, cette caractérisation ne signifie pas pour nous que la LCR et l'internationale soient irredressables; tout comme Trotsky de 1924 à 1933 caractérisait la 3ème Internationale de centrisme mais menait la lutte en son sein pour la redresser.

Cette caractérisation ne signifie donc que deux choses :

1) La nécessité de créer une opposition trotskyste au sein de la LCR et de l'internationale.

2) La nécessité de reconstruire la IVème Internationale en se battant pour une réorientation fondamentale de l'internationale actuelle, qui, au vu de la ligne politique qu'elle a appliquée dans le passé et qu'elle applique encore actuellement, ne peut pas raisonnablement se faire passer pour celle créée par Trotsky.

Dans le cadre du débat sur l'exclusion de Lafitte, les arguments et les méthodes de la Direction ne font que confirmer l'analyse que nous en faisons. Parler maintenant d'un cadre de débat dont il ne faudrait pas sortir, c'est un peu fort, car encore faudrait-il préciser clairement quel est le «cadre» en question.

*suite page 9*